

**Le journal
d'Arlette
Laguiller**

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

**LUTTE
OUVRIÈRE**
UNION COMMUNISTE (trotskyste)

Hebdomadaire - paraît le vendredi - n° 2193 - 13 août 2010 - Prix : 1 € - DOM : 1,50 €



**Face à la crise,
c'est au capitalisme
qu'il faut s'en prendre**



M 06189 - 2193 - F: 1,00 €



SOMMAIRE

Leur société

- p. 4 ■ Retraites : il n'y a pas trop de retraités par rapport aux actifs !
 - Femmes : retraites peau de chagrin
 - Régularisation de tous les sans-papiers
- p. 5 ■ Le discours sécuritaire : démagogie crasseuse et dangereuse
 - 4 septembre : contre la politique xénophobe et raciste
 - Roms : les mensonges du gouvernement
 - Saint-Etienne : expulsion de Roms
- p. 8 ■ Le gouvernement fait les poches aux HLM...
 - Immobilier : les actionnaires s'enrichissent
 - Travail du dimanche
 - Assurance auto
 - Tarifs : la SNCF nous roule
- p. 9 ■ Hausse des tarifs de l'électricité
 - Profits en hausse et stagnation de l'économie
 - Fortune des plus riches

Dans le monde

- p. 6 ■ Russie : ce que révèlent les incendies
 - Bangladesh : des milliers d'ouvriers du textile en grève
- p. 7 ■ Blé : les spéculateurs affament la planète
 - États-Unis : après la marée noire
 - 65 ans après Hiroshima

Dans les entreprises

- p. 10 ■ Total Petrochemicals-Carling (Moselle) : une explosion mortelle qui n'est pas oubliée
 - Centrale nucléaire de Cattenom : sous-traitance mise à la porte
 - La Poste Paris-Louvre : mobilisation
 - Europe Aviation (Orly-Roissy-Châteauroux) : non aux licenciements !
- p. 11 ■ Travail saisonnier
 - Nos lecteurs écrivent : vignes de Bourgogne
 - Toyota-Valenciennes : pertes officielles et réalités des profits

Lutte Ouvrière à votre rencontre

- p. 12 ■ Les villes étapes

Les vacances au bord de l'amer

La moitié des Français part en vacances pendant l'été. L'autre moitié n'en a pas les moyens : ce n'est pas nouveau, mais cela empire avec la crise. Les exclus des vacances sont avant tout ouvriers, beaucoup en CDD ou intérimaires, chômeurs, personnes âgées, jeunes de quartiers défavorisés. Car le budget vacances entre de plus en plus en concurrence avec le financement de besoins essentiels, comme la nourriture, l'habillement, la santé, l'éducation. 30 % des enfants environ ne sont pas partis l'année dernière et ne partiront pas cette année.

Les vacances, pour ceux qui partent, mettent en évidence les inégalités croissantes : on constate une progression des locations de logements les moins chères... mais aussi des plus chères, pour la minorité la plus riche. Des commerçants de certaines stations de vacances populaires, comme Le Tréport par exemple, déplorent une baisse d'affluence.

Seuls 20 % de ceux qui partent en vacances s'offrent

un séjour à l'étranger, de plus en plus souvent au dernier moment, pour essayer de profiter des offres promotionnelles de dernière minute.

Quant aux vacances des riches, les possesseurs de grandes fortunes, à en croire les articles que leur consacrent des magazines, ont d'autres embarras : les endroits fréquentés par la haute société sont surpeuplés et il n'est plus très facile de trouver un endroit paradisiaque

encore tranquille ! Certains ont trouvé une solution en s'achetant carrément une île, comme Mme Bettencourt. D'autres se disputent terrains et villas dans des endroits convoités et à la mode.

Ainsi, sur la presqu'île de Saint-Jean-Cap-Ferrat, entre Nice et Monaco, le mètre carré tourne autour de 45 000 euros en moyenne et le prix d'une villa atteint plusieurs dizaines de millions d'euros. La Villa Fiorentina par exemple, qui appartient à un actionnaire du groupe pharmaceutique Bayer, couvre 2 500 mètres carrés, sur un terrain de trois hectares, avec deux piscines, l'une de mer et l'autre d'eau douce, un port privé, un jardin aménagé par un paysagiste star, avec sculptures végétales, une allée de cyprès jusqu'à la mer, des statues

monumentales, etc.

Les villas de la presqu'île appartiennent à de grandes familles, comme les Ferrero (Nutella), Thyssen (métallurgie), Schindler (ascenseurs), Dreyfus (négoce, télécommunications), Marnier-Lapostolle (Grand Marnier), Giraudy (affichage). On y rencontre aussi des patrons du CAC 40 comme Patrick Kron (Alstom) et Carlos Ghosn, le directeur de Renault, des habitués des lieux qui y achètent parfois leur propre villa.

Il n'y a que 500 demeures sur la presqu'île ; et ce beau monde vit entre soi avec « une grande simplicité », d'après un agent immobilier, mais doit se cacher des regards extérieurs avec clôtures, barbelés, hauts murs. Ah ! C'est dur d'être riche !

Pierre MERLET

Chirac aime les riches, et réciproquement

Chirac passe des vacances à Saint-Tropez, comme il le fait depuis plusieurs années. Il loge chez son ami François Pinault, ancien dirigeant du groupe PPR et l'une des premières fortunes de France. Rien d'étonnant à cela, Chirac a toujours côtoyé les millionnaires plus que les smicards.

Chirac n'a pas que Pinault comme ami. À son départ de l'Élysée, en 2007, il s'est installé dans un appartement mis

à disposition gratuitement par la famille Hariri, une des plus riches, dont le fils, outre ses affaires fructueuses, est Premier ministre du Liban. Un communiqué de Chirac indiquait alors qu'ils occuperaient cet appartement « à titre très provisoire ». Trois ans plus tard, ils y sont toujours et, semble-t-il, avec l'accord du propriétaire. Situé le long de la Seine, en face du Louvre, ce logement mesure près de 400 m².

Chirac, en cumulant ses retraites de président de la République, de maire, de député, d'ancien membre de la Cour des comptes et en y ajoutant son indemnité de membre du Conseil constitutionnel, ne touche qu'environ 30 000 euros par mois. Bien trop peu pour se loger correctement, dans le monde de la bourgeoisie qui est le sien. Heureusement qu'il a des amis !

Arnaud VAUTARD

Fête régionale de Lutte Ouvrière

Marseille

Dimanche
12 septembre à
partir de 11 h 30

Parc de Valabre,
près de Gardanne
(Bouches-du-Rhône)

Versez à la souscription de Lutte Ouvrière

Il faut qu'il y ait dans ce pays des militants, un parti qui continue à défendre les idées de lutte de classe et la perspective d'une transformation révolutionnaire de la société, en un mot les idées communistes. C'est le combat que veut mener Lutte Ouvrière, un combat qui nécessite beaucoup d'énergie militante, mais aussi bien sûr de l'argent.

Pour financer ses activités dans la période qui vient, Lutte Ouvrière ne peut compter que sur ses militants, ses sympathisants, sur tous ceux qui partagent

avec nous la conviction qu'il faut mettre fin à l'organisation sociale actuelle basée sur l'exploitation, le profit privé et la concurrence. C'est à eux que nous faisons appel aujourd'hui pour verser à notre souscription.

Merci d'adresser vos dons par chèque libellé à l'ordre de :

Association de financement du parti Lutte Ouvrière

en les envoyant à l'adresse suivante :

**LUTTE OUVRIÈRE
BP 233
75865 PARIS CEDEX 18**

Merci aussi de nous indiquer lisiblement vos nom, prénom et adresse, pour nous permettre l'envoi du reçu fiscal auquel ce don donnera droit.

En effet, les dons à un parti politique, plafonnés par la loi à 7 500 euros par an, donnent droit à une réduction d'impôt dans la proportion de 66 % de ce don et dans la limite de 20 % du revenu imposable. Ainsi un don de 300 euros donnera droit à une

réduction d'impôts de 200 euros, à condition que l'impôt sur le revenu dépasse cette somme.

L'association de financement du parti Lutte Ouvrière a été agréée le 30 novembre 2009. Elle est seule habilitée à recueillir les dons de personnes identifiées. Les dons d'une personne physique à un parti politique sont plafonnés à 7 500 euros par an. Tout don supérieur à 150 euros doit être versé par chèque. Seuls les dons versés par chèque ouvrent droit à la réduction fiscale prévue par la loi.

LUTTE OUVRIÈRE

Union Communiste (Trotskyiste)

membre de l'Union Communiste Internationaliste

L'Union Communiste trotskyste qui publie Lutte Ouvrière, sous le nom duquel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui le communisme et le socialisme sont le seul avenir pour l'humanité menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle divisée en classes sociales, qui repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Nous sommes convaincus que les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société. Pour cela ils devront remplacer l'État de la bourgeoisie pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique sur tous les rouages du pouvoir économique et politique. Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre.

Les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé.

Lutte Ouvrière est édité par la société Éditions d'Avron - 6, rue Florian 93500 Pantin - Téléphone : 01 48 10 86 20 - SARL au capital de 7 622,45 euros, durée cinquante ans à partir du 1er janvier 1970 - Gérant : Michel Rodinson. Associés : René Marmaros, Isaac Szmulewicz, Jean-Claude Hamon. Directeur de la publication et responsable de la rédaction : Michel Rodinson. - Tirage : 14 000 exemplaires. Impression : Rotos 93 - 3, rue du Parc 93150 Le Blanc-Mesnil, téléphone : 01 48 14 21 65. - Commission paritaire des publications n° 1014 C 85576.

Lutte Ouvrière c/o Editions d'Avron 6, rue Florian - 93500 Pantin. Lutte Ouvrière (Ile-de-France) c/o Editions d'Avron 153-155 Avenue Jean-Lolive - 93500 Pantin. Téléphone : 01 48 10 86 20 - Télécopie : 01 48 10 86 26

SUR INTERNET

www.lutte-ouvriere.org

www.union-communiste.org

contact@lutte-ouvriere.org

Lutte Ouvrière l'hebdomadaire

www.lutte-ouvriere-journal.org

Lutte Ouvrière multimédia (télé, radio, CLT)

www.lutte-ouvriere.org/multimedia

Lutte Ouvrière audio

(version parlée de nos textes)

www.lutte-ouvriere-audio.org

Adresser toute correspondance à :

LUTTE OUVRIÈRE - BP 233 - 75865 PARIS CEDEX 18

ABONNEZ-VOUS ! à Lutte Ouvrière et Lutte de Classe

Nom :Prénom :

Adresse :

Code postal :Ville :

Ci-joint la somme de :

par chèque à l'ordre de Lutte Ouvrière

ou virement postal : CCP 26 274 60 R PARIS

Tarif des abonnements	Lutte Ouvrière		Lutte de Classe
Destination :	6 mois	1 an	1 an
France, DOM-TOM	18 €	35 €	15 €
DOM-TOM avion	25 €	50 €	21 €
Europe, Afrique, Proche et Moyen-Orient	30 €	60 €	20 €
USA, Canada	35 €	70 €	22 €
Autre Amérique, Asie, Océanie	43 €	85 €	25 €
Envois sous pli fermé : tarifs sur demande			

C'est le système capitaliste qui nous asphyxie

La canicule qui sévit en Russie a des conséquences dramatiques et l'incapacité des autorités à faire face à la catastrophe est patente.

Les habitants de Moscou et de nombreuses régions ne sont pas seulement accablés par la chaleur, ils sont asphyxiés par les fumées des incendies de dizaines de milliers d'hectares de forêts et de tourbières, que les autorités ne parviennent pas à contrôler. Les concentrations de gaz carbonique sont plusieurs fois supérieures aux normes considérées comme acceptables et, pour espérer pouvoir respirer, la population en est réduite à attendre la fin de l'été. Les morts se comptent sans doute par milliers parmi les personnes les plus vulnérables, notamment les personnes âgées, même si tous les chiffres ne sont pas communiqués.

Il ne manque pas de commentateurs pour voir dans l'incapacité du pouvoir russe un héritage de l'époque soviétique. Et de mettre en cause l'opacité du système politique russe, son autoritarisme, l'absence de contrôle démocratique possible de la part de la population, toutes choses évidemment bien réelles, mais qui ne sont pas propres à la Russie.

Et voilà qu'à l'occasion de cette catastrophe, on apprend aussi qu'après la fin de l'Union soviétique les services chargés de la protection de la forêt, nombreux et compétents, ont été démantelés. L'État issu de la révolution ouvrière de 1917 était malheureusement soumis à la dictature de bureaucrates, qui étaient désormais décidés à liquider tout ce qui restait de cette révolution. Ils déclaraient que dorénavant le seul mode de gestion valable était de faire ce qui rapportait le plus d'argent possible, et le plus vite possible, en commençant par ce qui pouvait grossir leur propre compte en banque. La protection des forêts et de l'environnement n'était donc pas sur la liste, sans parler des pompiers.

Ces services ont donc été pratiquement supprimés, le ministère de l'Environnement aussi, et la protection des immenses forêts du pays a été laissée à l'initiative éventuelle des autorités locales. Mais celles-ci, tout comme d'ailleurs les autorités centrales, s'occupaient d'abord de ce qui pouvait rapporter et mettaient à sac l'économie et le pays. En fait d'investissements utiles, les nouveaux riches russes s'empressaient d'aller dé-

penser l'argent ainsi dérobé en achetant des villas, sur la Côte d'Azur ou ailleurs, ou bien un club de football en Angleterre. Tout cela avec les applaudissements des dirigeants occidentaux devant cette conversion des dirigeants d'un pays se disant communiste aux soi-disant bienfaits du capitalisme.

La catastrophe qui sévit en Russie n'a donc pas seulement des causes naturelles. Ses conséquences sont aggravées, non par l'héritage du communisme, mais bien par la loi du profit capitaliste. L'incapacité du pouvoir russe n'a d'ailleurs d'égale que celle des gouvernements occidentaux. Il suffit de rappeler les 15 000 morts de la canicule de 2003 en France. Et puis, pour toute aide à la Russie, la France a été capable de fournir un bombardier d'eau, et l'Italie deux Canadair. Il n'est pas un été sans que les feux de forêt ne dégénèrent en catastrophe en Grèce ou au Portugal, en France ou en Espagne. Là aussi, la protection de la forêt et des populations et la lutte contre les incendies ne rapportent pas assez pour justifier que l'État y consacre des moyens: il a déjà bien trop à faire pour aider les banquiers à faire des profits.

De même, il n'y a pas une semaine que la société pétrolière BP est finalement parvenue à colmater la fuite de son puits du golfe du Mexique, une fuite qui a duré quatre mois et provoqué la pire des marées noires. Pour cette société, parmi les plus riches et dotée de la meilleure technologie, investir dans la sécurité aurait coûté trop cher, et surtout n'aurait pas rapporté. L'environnement en a payé les conséquences, de même que la population de la région et le personnel lui-même, qui a eu onze morts dans l'accident de la plate-forme.

Si l'on ajoute à tout cela la crise économique qui s'approfondit, c'est bien la gestion capitaliste de la société qui nous apporte chaque jour une démonstration de sa monstrueuse inefficacité. Et en effet la collectivité devrait pouvoir contrôler et décider de ce que font les autorités censées veiller à ses intérêts, mais aussi et surtout de ce que devient l'argent que s'approprient les banquiers et les capitalistes qui dirigent l'économie. Un système qui pourrait s'appeler le communisme, et sans lequel c'est toute la société qui est peu à peu asphyxiée.

• Emplois détruits

Chômage en hausse

Le nombre d'emplois détruits au cours de l'année 2009 a été de plus de 255 000. Ce recul de l'emploi salarié est dû en premier lieu aux plans de licenciements pratiqués au cours du premier trimestre, essentiellement dans l'industrie. Mais ce chiffre global, rapporté par plusieurs organismes dont la Dares, un organisme géré conjointement par les ministères de l'Économie et du Travail et lié à Pôle emploi, cache une réalité bien plus contrastée.

En fait, c'est 337 000 emplois qui ont été supprimés dans le secteur marchand, dont 158 000 au cours du seul premier trimestre. Ce secteur marchand, qui regroupe les activités de production et de commercialisation des biens et services destinés à la vente, a vu le nombre d'emplois industriels reculer de 168 000 unités au cours de l'année, la construction a perdu 47 000 emplois et les activités tertiaires de ce secteur ont supprimé 121 000 emplois.

À l'inverse, dans le secteur dit non marchand, qui compte les associations ou encore les administrations publiques, un solde positif de 76 000 emplois a été décompté, en particulier parce qu'il avait l'avantage de bénéficier de contrats aidés.

Ces chiffres soulignent aussi que les discours dithyrambiques du gouvernement sur la nécessité de lutter contre le chômage avec son arsenal d'aides en tous genres comme les CIE (contrats initiative emploi),

CAE Passerelle (contrat d'accompagnement vers l'emploi) ou autres SEJE (soutien à l'emploi des jeunes en entreprise), n'ont qu'une efficacité fort limitée. Ces dispositifs qui fleurissent et se succèdent d'un gouvernement à l'autre ne peuvent en rien compenser les emplois que le grand patronat supprime. Et comme la plupart des emplois aidés s'adressent à des jeunes de moins de 26 ans et que la proportion de jeunes au chômage dans cette tranche d'âge est passée de 19,1 % en

2008 à 23,7 % en 2009, on peut plus que douter de l'efficacité de ces programmes.

On voit dans le langage des chiffres s'exprimer les conséquences de la saignée des premiers mois de l'année 2009, au cours desquels de nombreux groupes ont anticipé les baisses d'activité et jeté à la rue des dizaines de milliers de travailleurs, simplement pour ne pas risquer de voir leurs profits écornés.

David MAHITH

• Retraites

Non, il n'y a pas trop de retraités par rapport aux actifs !

Parmi les faux arguments mis en avant par le gouvernement pour justifier la réforme des retraites, on trouve en bonne place le « vieillissement démographique ». « Il y a aujourd'hui », précise le texte présentant le projet de réforme, « plus de retraités, et qui vivent plus longtemps : 1,8 cotisant pour 1 retraité en 2006 contre 1,5 en 2020. »

Cette projection jusqu'en 2020 est déjà discutable, car le nombre de cotisants est lié à celui des emplois, comme le montant des cotisations est lié au niveau des salaires. Et on ne voit pas pourquoi il faudrait accepter comme une fatalité l'idée d'un chômage aussi important dans dix ans et de salaires bloqués, voire en baisse. Quitte à se projeter dans l'avenir, pourquoi ne pas prendre en compte les réactions de l'ensemble du monde du travail face à ce qu'on veut lui imposer, plutôt que les anticipations du gouvernement et de tous les experts en statistiques qui s'inscrivent dans la logique capitaliste ?

L'augmentation de l'espérance de vie – qui n'est pas due à moins d'exploitation, mais à une amélioration moyenne des conditions de vie – devrait être rapprochée du fait qu'un travailleur en activité aujourd'hui produit 7,4 fois plus qu'au lendemain de la guerre. Mais gouvernement et patrons en concluent qu'elle doit se traduire par une prolongation de la période de vie passée à se faire exploiter, tout en laissant les jeunes sur le pavé. Il est pourtant évident qu'on produit

aujourd'hui beaucoup plus et plus vite avec moins de main-d'œuvre. Dans les emplois de bureau, l'introduction de l'informatique a considérablement transformé, accéléré et simplifié les opérations qui étaient, il y a quelques années, réalisées manuellement : la comptabilité, les courriers, les expéditions, etc., s'effectuent plus vite. Dans les usines, le perfectionnement des machines a signifié une production accrue alors que le nombre d'ouvriers diminuait. Et les surprofits gagnés grâce à cette augmentation, les travailleurs n'en ont pas vu la couleur. Seuls les actionnaires en ont bénéficié.

Par contre, les capitalistes ont tiré parti de l'augmentation de la productivité pour augmenter l'exploitation de ceux qui ont un emploi, tandis qu'ils laissaient un nombre croissant de travailleurs au chômage. Il faudrait au contraire partager le temps de travail entre tous, permettre aux plus anciens de faire autre chose que pointer chaque jour pour enrichir un patron et aux jeunes de trouver un emploi sans difficulté, le tout avec des salaires et pensions permettant de vivre dignement.

Avec ou sans vieillissement démographique, l'augmentation de la productivité du travail permettrait, et cela depuis des années, de partir à la retraite bien avant 60 ans, sans parler des 65 ans que projette la réforme. Raison de plus pour être nombreux dans la rue le 7 septembre, rendez-vous donné par l'ensemble des confédérations syndicales pour exprimer haut et fort le refus de la réforme des retraites !

Lucienne PLAIN



Paris, manifestation sur les retraites le 24 juin 2010.

Femmes : retraites peau de chagrin

Moins considérées, plus exploitées, moins bien payées, la condition des femmes salariées a toujours été plus dure que celle de leurs camarades masculins. À travail égal, il n'y a jamais eu salaire égal. Il en va de même pour leurs retraites qui, à l'heure actuelle, sont en moyenne de 30 % inférieures à celles des hommes. Et cela se dégradera encore si la nouvelle réforme entre en vigueur.

Les retraites des salariées obéissent à des règles complexes, différentes dans la fonction publique et dans le secteur privé, censées prendre en compte les interruptions d'activité dues aux maternités ou à l'éducation des enfants. Dans le système actuel, le trimestre

au cours duquel est survenu l'accouchement est validé pour la retraite. Cela devrait rester inchangé, mais c'est très loin de compenser l'impact d'une suspension du travail salarié afin d'élever les enfants. Cette interruption signifie une retraite amputée, y compris pour celles qui travaillent jusqu'à 65 ans. Avec la réforme, il leur faudra travailler jusqu'à 67 ans, si elles trouvent ou gardent un emploi, pour avoir une retraite sans décote, sans pour autant toucher une pension à la hauteur de ce qui serait nécessaire pour vivre. Avec la réforme annoncée par Sarkozy-Fillon, la CGT a calculé que la baisse de la retraite pourrait aller jusqu'à 25 % en cas de départ avant 67 ans.

Dans la fonction publique, les femmes qui ont quinze ans d'activité et trois enfants peuvent actuellement partir en retraite anticipée, quel que soit leur âge et sans que la pension subisse une décote. Ce dispositif disparaîtra complètement au 31 décembre 2011. D'ici là, celles qui souhaiteront en bénéficier devront faire leur demande avant le 31 décembre de cette année.

On le voit à travers ces mesures concernant les femmes, toutes les dispositions contenues dans le projet de réforme veulent imposer une marche arrière aux droits des travailleurs. C'est ce qu'il faut refuser !

L. P.

Régularisation de tous les sans-papiers !

Le 4 août, un rassemblement de plusieurs centaines de travailleurs sans-papiers a eu lieu, place Saint-Michel à Paris, en soutien à leurs camarades venus déposer 513 premiers dossiers de demande de régularisation à la préfecture.

En effet, après huit mois de grève de plus de 6600 travailleurs sans papiers, essentiellement dans la région parisienne, et trois semaines de campement devant l'opéra Bastille, le

ministère de l'Immigration et la direction générale du Travail ont fini par faire certaines concessions. Le 18 juin, le ministère a signé un accord avec des syndicats, notamment la CGT, simplifiant et uniformisant les critères ouvrant droit à la régularisation des salariés sans papiers sur l'ensemble du territoire.

Cet accord devrait permettre « d'harmoniser » l'égalité de traitement entre tous les

salariés, indépendamment de l'entreprise et de la préfecture en charge du dossier, voire mettre fin à certaines formes d'arbitraire qui régnaient dans certaines préfectures. Car même si le ministère a reculé sur le papier, la partie est loin d'être gagnée pour les sans-papiers. L'administration n'entend pas vraiment appliquer l'accord, ce qui indigné à juste titre les associations et les syndicats.

D'ores et déjà, comme cela

s'est vu dans certains départements, elle multiplie les embûches et s'ingénie à réclamer des documents auxquels les sans-papiers n'ont même pas accès, comme le registre du personnel de l'entreprise qui les embauchait, ou encore la feuille d'imposition de leur patron ou l'attestation de sa garantie financière, voire la situation de la famille restée au pays, etc. Cela dans le seul but de ne pas traiter les dossiers, au motif qu'ils sont incomplets !

Enfermé dans sa logique répressive (il a expulsé 14000 sans-papiers au premier semestre), le gouvernement ne respecte même pas les accords qu'il a signés. Il cherche par tous les moyens à éviter de régulariser les travailleurs sans papiers. Pourtant, c'est leur droit le plus strict d'être régularisés sans conditions car ils travaillent ici, ils vivent ici depuis des années. Alors, ils doivent rester ici.

René CYRILLE

• Le discours sécuritaire

Une démagogie crasseuse et dangereuse

Seuls quelques naïfs impénitents – s'il en reste – et les inconditionnels de Sarkozy peuvent croire, ou faire semblant de croire, que les mesures annoncées à la suite des incidents violents de Grenoble ou de ceux de Saint-Aignan dans le Loir-et-Cher seraient une réponse spontanée et improvisée du gouvernement face à une insécurité grandissante. Il n'en est rien.

Les discours sécuritaires qui se sont multipliés ces temps-ci s'inscrivent dans un scénario calculé, et depuis longtemps marqué par de nombreux épisodes, allant du Karcher, que Sarkozy préconisait « pour nettoyer la racaille des quartiers », au prétendu débat sur l'identité nationale lancé par Besson.

On ne peut certes pas accuser l'équipe gouvernementale d'avoir suscité les événements de Grenoble ou de Saint-Aignan. Mais elle ne laisse passer aucun incident qui lui permette de relancer son cinéma sécuritaire. Sarkozy et Hortefeux avaient à peine donné le signal que la meute des aboyeurs de l'UMP s'est déchaînée, surenchérissant aux propos du président de la République qui annonçait des mesures visant à déchoir de la nationalité française les naturalisés qui s'en prendraient à la vie de policiers et autres détenteurs de l'autorité publique.

En réalité, l'objectif d'un tel projet n'est pas de mieux protéger les agents de la force publique. Il est d'impressionner et d'en rajouter dans l'amalgame entre criminalité, insécurité, et immigration.

Frédéric Lefebvre, porte-parole de l'UMP, s'est empressé d'en remettre une couche, affirmant que 10 % des détenus en prison seraient des étrangers,

chiffre tendancieux, démenti par les spécialistes, non seulement ceux qui sont proches de la gauche, mais aussi par ceux se situant à droite. En fait, par ses propos, le gouvernement insinue que chaque étranger que l'on croise est un délinquant potentiel.

Estrosi, ministre de l'Industrie, ne pouvait pas être absent de ce qu'on aurait du mal à appeler un débat : « Français ou voyou, il faut choisir », a-t-il dit. Manifestement, il préfère des voyous « bien de chez nous ». En tout cas, ces porte-voix de Sarkozy n'ont rien à redire contre des délinquants haut de gamme, telle madame Bettencourt qui dissimule en toute impunité ses profits pour qu'ils échappent au fisc, ce qui selon la loi est un délit. Ils n'ont rien à redire non plus contre ces patrons qui licencient en masse.

Ce nouveau rebond dans le discours sécuritaire n'est qu'un rideau de fumée pour faire diversion, destiné à faire croire que Sarkozy serait l'homme à poigne capable d'affronter la situation. Le procédé est d'autant plus efficace que Sarkozy mène le combat contre des épouvantails qu'il a contribué largement à mettre en scène. Pendant ce temps, on parle moins de la crise ou des attaques contre les retraites, pensent les fins stratèges du gouvernement.

Cette diversion n'est pas sans conséquence sur la partie de la population issue de l'immigration, qu'elle dispose ou pas de la nationalité française, que le gouvernement a décidé de mettre au pilori. Elle n'est pas non plus sans conséquence sur ceux qui ont cette nationalité, dont un sur quatre est issu d'une immigration relativement récente. L'opération des Sarkozy, Hortefeux, Lefebvre et compagnie vise à dresser les « imbéciles heureux qui sont nés quelque part », comme le chantait Brassens, contre les nombreux travailleurs issus de l'immigration, et au sein de la classe ouvrière une fraction des travailleurs contre une autre. Cela se traduira non par plus de sécurité, par plus de tranquillité, mais par des tensions accrues. Les boutefeux du gouvernement n'hésitent pas à attiser les flammes si cela leur permet d'espérer gagner leur réélection. C'est sordide et minable.

Mais, à entendre les réactions des travailleurs, beaucoup heureusement ne marchent pas dans cette démagogie et comprennent que le véritable combat à mener est celui des travailleurs contre le gouvernement et sa politique antiouvrière. La manifestation du 7 septembre appelée par les confédérations syndicales, entre autres, peut en être une étape et être l'occasion de se retrouver au coude à coude entre travailleurs de toutes origines.

Et c'est la meilleure réponse à donner à la propagande xénophobe du gouvernement.

Jean-Pierre VIAL

• Le samedi 4 septembre

Contre la politique xénophobe et raciste du gouvernement

Une quarantaine de partis et associations appellent, à Paris et dans un certain nombre de villes, à une manifestation ou à un rassemblement le samedi 4 septembre, pour protester contre la campagne xénophobe du gouvernement. À Paris, rendez-vous est donné place de la République, à 14 heures.

C'est la moindre des choses qu'une protestation s'élève contre les discours de Sarkozy et de son équipe, attisant les pires préjugés à des fins bassement électoralistes. Lutte Ouvrière y sera présente.

Un certain nombre de initiateurs de cet appel veulent mettre cette manifestation sous le patronage de la III^e République, dont ce sera ce 4 septembre le 140^e anniversaire, République qui symboliserait, laissent-ils entendre, une ère de liberté, de fraternité, d'égalité.

Curieuse référence historique. C'est oublier, par exemple, que le premier président de cette République

n'était autre qu'Adolphe Thiers, le massacreur des communards de 1871. C'est omettre de rappeler que sous la III^e République se réalisa l'expansion coloniale française, synonyme de massacres et de spoliation de peuples entiers. C'est passer sous silence l'affaire Dreyfus. C'est ne pas parler des grévistes assassinés par la police sous les ordres de Clemenceau en 1910. C'est cacher le triste rôle des dirigeants politiques de tout bord, droite et gauche confondues, dans la préparation et le déroulement de cette boucherie que fut la Première Guerre mondiale. C'est se taire sur ce que fut le Parlement de cette République, élu en 1936, qui en 1940 remit les pleins pouvoirs à Pétain. Voilà quelques hauts faits parmi les plus marquants de cette République.

Alors, pour protester contre la campagne raciste et xénophobe du gouvernement, nous serons présents, mais en faisant référence, non pas à la III^e République, mais à la solidarité des travailleurs.

J.-P. V.

• Roms

Les mensonges du gouvernement

Après les déclarations de Sarkozy accusant les immigrants, les Roms et « les gens du voyage » d'être responsables de l'insécurité et de la criminalité en France, un certain nombre de ministres et d'élus UMP se sont défoulés dans des surenchères non moins nauséabondes. Pierre Lellouche, secrétaire d'État chargé des Affaires européennes, a ainsi déclaré le 4 août au journal *Le Parisien* : « La France n'a pas vocation à accueillir les 2,5 millions de

Roms roumains, ou les 9 millions de Roms européens. » Ouverture volontaire, alors qu'il s'agit des 12 000 à 15 000 Roms étrangers qui sont en France, dont Hortefeux et Besson détruisent les campements sans les reloger et qu'ils expulsent, bien qu'ils soient membres de l'Union européenne.

En juillet 2010, les vestiges du plus grand camp de concentration français situé à Montreuil-Bellay (Maine-et-Loire) a été

classé monument historique, en mémoire des 3 000 Tsiganes et Roms qui y furent incarcérés de 1941 à janvier 1945 sur ordre du gouvernement français. Ce résultat a été obtenu grâce à l'acharnement, durant trente années, d'un couple d'instituteurs et d'anciens internés, et non pas grâce au ministre entre autres chargé d'améliorer la situation des Roms en Europe.

Louis BASTILLE

• Saint-Etienne

Expulsion de Roms

La préfecture de Saint-Etienne a été une des premières à mettre en œuvre les mesures contre les Roms prises par le gouvernement Sarkozy. 150 Roms viennent d'être expulsés d'un terrain municipal qu'ils occupaient, avec autorisation, depuis plusieurs mois, puis d'une clinique désaffectée qu'ils avaient squattée par la suite.

La préfecture leur a donné un mois pour quitter le territoire. S'ils sont repris, ils seront dirigés dans un centre de rétention. Originaires de Roumanie, la

plupart vivaient pourtant en France depuis environ cinq ans. Lundi 9 août, une cinquantaine s'étaient regroupés devant l'hôtel de ville de Saint-Etienne et dormaient, hommes, femmes et enfants en bas âge, à même le sol, dans le dénuement le plus total. Un comité de soutien s'est immédiatement mis en place pour essayer de leur trouver une solution, mais rien ne dit que la police n'interviendra pas à nouveau pour les déloger.

Correspondant LO

• Russie

Ce que révèlent les incendies

Depuis un mois, dix-sept régions de Russie sont la proie des incendies de tourbières et de forêts. Des centaines de milliers d'hectares et des milliers de maisons sont déjà partis en fumée, 77 localités ont été la proie des flammes, on ne compte plus les sans-abri. Moscou étant noyée dans un épais brouillard toxique, par une température qui frise 40°, les centres commerciaux et autres lieux climatisés sont pris d'assaut. Les hôpitaux et les morgues de la capitale débordent, mais les autorités prétendent qu'il n'y a eu que quelques dizaines de morts...

Des dirigeants aux abonnés absents

Pendant deux semaines, les dirigeants régionaux et centraux ont gardé le silence sur ce drame, qu'il s'agisse des plus hauts responsables de l'État, du président Medvedev aux ministres, dont celui des Situations d'urgence, ou du maire de Moscou, restés sur leur lieu de vacances.

Revenu sur le terrain pour soigner son image d'homme proche du peuple, le Premier ministre Poutine a constaté que ledit peuple n'était pas vraiment dupe. « Vous n'avez rien fait pour que cela ne brûle pas », lui ont reproché des villageois près de Nijni-Novgorod.

En fait, non seulement le pouvoir n'a rien tenté pour parer au risque de pareils incendies mais, par son irresponsabilité et son impuissance intéressée devant les mafias qui mettent le pays et ses forêts en coupe réglée, il a aggravé les effets catastrophiques d'un phénomène naturel.

Car les plaines russes, au sous-sol riche en tourbe, peuvent s'enflammer spontanément lorsque l'été est sec et chaud. Le pays totalisant un quart des forêts de la planète, le risque d'incendies est élevé. C'est pourquoi, après la révolution d'Octobre 1917, le pouvoir soviétique

avait incité les habitants des districts forestiers à créer des organes de gestion collective de cette richesse hautement inflammable, puis il avait mis en place des kolkhozes forestiers, d'autres exploitant les tourbières, et aussi un corps nombreux de gardes forestiers. Cela n'évitait bien sûr pas les incendies, mais cela en limitait les conséquences en domestiquant la nature.

Les conséquences dramatiques de la fin de l'URSS

Avec la disparition de l'Union soviétique, fin 1991, la plupart de ces services publics utiles à la population ont disparu, car ils ne rapportaient rien aux bureaucrates et nouveaux riches lancés à la curée sur la propriété publique. Toute forme de gestion planifiée de l'économie et de l'environnement a disparu, dans un État déliquescant dont les tenants affichaient ouvertement leur avidité, la priorité étant d'accaparer tout ce qui pouvait rapporter.

C'est pour cette raison qu'en quelques années on a supprimé 70 000 gardes forestiers, au nom, disait Poutine, de « l'optimisation des dépenses ». On a aussi fermé des casernes de pompiers. Et, comme si on avait voulu hâter

cette catastrophe annoncée, on a démantelé 70 % des stations météorologiques, avec comme conséquence que, dans bien des régions, on en est réduit à tenter de deviner s'il va pleuvoir sur les tourbières ou si le vent qui attise l'incendie de forêt va l'étendre vers la localité voisine.

Qui plus est, avec la disparition de la gestion planifiée de l'économie et la fermeture de nombre d'entreprises étatisées, la population des régions éloignées des grands centres s'est vite trouvée sans travail ni ressources. Certains ont alors fui les régions de forêts et celles-ci n'ont même plus été un peu entretenues. D'autres, pour survivre, ont loué leurs bras aux margoulinis ayant accaparé un bout de forêt.

Le pillage des forêts

Car la Russie n'exporte pas seulement du pétrole, du gaz et des métaux, mais occupe aussi la première place dans l'exportation du bois brut (35 % du total mondial, contre 3,5 % pour le Canada, pays comparable par l'étendue de ses forêts).

C'est par un flux incessant de trains, sur le Transsibérien, et de barges chargées à ras bord, sur le fleuve Amour, que le bois russe s'exporte, généralement en toute illégalité. Bien sûr, pour les commanditaires – des firmes occidentales, japonaises ou chinoises – et les responsables de l'État russe qui rendent possible ce pillage, la priorité n'est pas d'entretenir la forêt, mais d'en tirer le maximum au plus vite.

« Après eux, le déluge... » ?

La récente décision de Poutine de confier la gestion des forêts aux autorités régionales n'a fait qu'entériner la situation. Tout ce que cela pourrait rapporter en Russie atterrit sur les comptes à l'étranger des bureaucrates et des affairistes, pas dans les caisses de l'État.

Le gouverneur de la région de Moscou, Gromov, a beau jeu de dire maintenant que l'État fédéral lui refuse des milliards de roubles pour noyer les tourbières des environs de la capitale, ce qui y rendrait l'air respirable : les autorités se renvoient la balle,

tandis que la population étouffe.

Pillards, irresponsables, les hommes du pouvoir font en outre assaut de cynisme. À Moscou, la mairie se borne à distribuer des conseils de santé aussi efficaces que : « Ne vous maquillez pas » ou « Ne sortez pas dans la rue sans une bonne raison ». Quant au ministre des Situations d'urgence, avouant que 37 000 localités sont aujourd'hui « hors du rayon d'action des forces anti-incendie », il ne met pas en cause le manque de moyens pour combattre le feu. Non, il affirme : « On aura fait un grand pas en avant pour que cela change quand on aura adopté une loi rendant obligatoire de souscrire une assurance habitation incendie. » Il suffisait d'y penser...

Pour finir, on voit maintenant l'Église orthodoxe tenter de convaincre la population de prier pour qu'il pleuve. Elle ne pouvait manquer cette occasion de rappeler à quel dénuement matériel et spirituel est renvoyée la Russie!

Pierre LAFFITTE

Petites comparaisons

Les médias français ont souligné que la Russie ne comptait plus que 22 000 pompiers, alors que la France, pays trente fois plus petit, en a 25 000.

De leur côté, certains médias russes ont comparé la situation de la Russie à celle de la Biélorussie voisine, elle aussi frappée par la sécheresse, mais où on ne déplore pas d'incendies, bien que son sol soit également couvert de forêts et de tourbières. Ils ont

rappelé que la Russie, 80 fois plus étendue que la Biélorussie, n'avait que deux fois plus d'hélicoptères anti-incendie et surtout que cette autre ex-république soviétique avait gardé l'organisation de la lutte contre les incendies de l'ère soviétique, une organisation impliquant des structures étatiques de protection civile, mais aussi économiques, comme les fermes forestières collectives et les exploitations étatisées de

tourbières, qui n'ont pas disparu dans ce pays.

La presse occidentale ne manque pas une occasion de fustiger le prétendu « soviétisme » du régime biélorusse. Mais, craignant d'avoir l'air d'en dire du bien, elle a préféré garder le silence sur lui à l'occasion des incendies dans l'espace de l'ex-URSS.

P. L.

• Bangladesh

Des milliers d'ouvriers du textile en grève

De violents affrontements, pierres contre grenades lacrymogènes et balles en caoutchouc, ont opposé des milliers d'ouvriers de l'industrie du textile, en lutte pour des augmentations de salaire, aux policiers à Dacca, la capitale du Bangladesh.

Le mouvement dure depuis des mois, attisé par de fortes hausses de prix qui prennent les ouvriers à la gorge. Il avait entraîné des dizaines de milliers d'ouvriers en juin dernier, contraignant 700 usines, employant au total 800 000 salariés, à fermer un temps leurs portes.

Les propositions gouvernementales de faire passer le salaire mensuel de 19 euros à seulement 34,5 euros, un montant jugé « bas de façon insultante » alors que les syndicats réclament 56 euros,

ont soulevé la colère. Vendredi 31 juillet, plus de 20 000 ouvriers ont quitté le travail à Dacca, allant d'usine en usine, bloquant des routes vers le nord et vers le sud, occupant des rues du centre de la ville, contraignant parfois la police à reculer.

L'industrie textile au Bangladesh emploie environ 3,5 millions de salariés, essentiellement des femmes, les moins payés du monde. Cette industrie concentre 80 % des rentrées en devises du pays et travaille pour de très grandes firmes et marques occidentales comme Wal-Mart, Tesco, H&M, Zara, Carrefour, Gap, Marks & Spencer, Levi Strauss... des firmes pas précisément pauvres. L'association humanitaire Action Aid précise à ce propos que « le seul chiffre d'affaires de H&M est supérieur au budget annuel total du gouvernement bangladais ». C'est

d'ailleurs dans une entreprise travaillant pour H&M qu'un incendie avait fait vingt et un morts en février dernier.

Non contentes de surexploiter les ouvriers, ces entreprises

se comportent de façon cynique, menaçant d'aller en Chine ou au Vietnam, où elles ont aussi des sous-traitants. Mais depuis des mois ces menaces, relayées par le gouvernement et le patronat

bangladais, sont inopérantes. Les ouvriers bangladais doivent bien savoir qu'en Chine aussi il y a des grèves.

Pierre LEMAIRE



• Blé

Les spéculateurs affament la planète

En un mois, le cours du blé a bondi de 35 % sur les places où se traitent les contrats, notamment à Paris et à Chicago. C'est le résultat de l'intense spéculation qui s'est amplifiée en juillet, au fur et à mesure que survenaient des événements climatiques catastrophiques pour les récoltes en cours. Les populations des pays les plus pauvres, une fois de plus, pourraient en être les principales victimes.

À partir du mois de mai, il était prévisible que la moisson de l'été 2010 serait mauvaise. Des pluies torrentielles dans les zones céréalières du Canada où l'absence de pluie qui se prolongeait dans les régions russes productrices de blé laissaient présager le pire. La Russie et le Canada sont respectivement les deuxième et troisième exportateurs mondiaux de blé derrière les États-Unis. Le prix des contrats sur les tonnes de blé livrables après la moisson a donc commencé à monter. Puis, avec la canicule qui s'est prolongée en Russie, entraînant la perte de 20 % de la récolte, on a assisté à la ruée des fonds spéculatifs sur le marché du blé. Acheteur et



vendant les contrats à un rythme effréné, dans le seul souci d'un profit quasi instantané, ces spéculateurs ont amplifié la hausse. Le 21 juillet, le record absolu des transactions à Paris a été atteint : 50 000 lots, l'équivalent de 7 % de la récolte française, ont changé de main en un jour.

Les sociétés qui négocient ces contrats sont des fonds d'investissement agricoles, liés la plupart du temps aux grandes banques. Un des premiers a été créé en 1991 par Goldman Sachs, et depuis ils se sont multipliés au point de dominer aujourd'hui presque entièrement les marchés des matières premières agricoles. En 2008, un rapport des Nations unies estimait que 80 % des contrats de blé étaient détenus par de tels investisseurs, 65 % pour le maïs et 68 % pour le soja. Comme dans d'autres secteurs de la finance, ils peuvent influencer sur les cours grâce aux volumes qu'ils traitent. Mais, dans le domaine des matières premières

agricoles, cette spéculation a pour conséquence directe d'affamer les populations, en particulier celles des pays pauvres.

Les pays du Tiers Monde sont en effet les premiers importateurs des céréales commercialisées sur le marché international. L'Égypte, l'Algérie, le Nigeria ou les Philippines figurent ainsi parmi les plus gros acheteurs de blé. Toute hausse des prix y a forcément des conséquences catastrophiques. C'est ce qui s'était produit en 2008, où l'envolée des prix des produits de première nécessité, blé mais aussi riz ou maïs, avait provoqué des émeutes de la faim dans de nombreux pays : en Égypte, au Sénégal et en Côte d'Ivoire, à Haïti, en Indonésie ou aux Philippines.

Un tel système, capable de déclencher un désastre alimentaire mondial pour augmenter les profits de quelques-uns, mérite de disparaître.

Daniel MESCLA

• États-Unis

Marée noire et flot de profits

Finie ou presque, la marée noire dans le golfe du Mexique? C'est du moins ce que se sont empressés d'affirmer les dirigeants de BP, bien sûr, mais aussi les autorités américaines. BP venait tout juste d'annoncer mardi 3 août les débuts réussis de son opération de colmatage du puits, que la conseillère chargée de l'énergie et de l'environnement à la Maison-Blanche déclarait déjà que, sur 780 millions de litres de brut, il n'en resterait plus qu'un quart en mer ou sur les rivages. Le reste aurait été récupéré, se serait évaporé ou aurait été « pris en charge par Mère Nature ».

Autre bonne nouvelle, pour BP du moins : il n'y aura peut-être pas de procès, seulement des pénalités pour négligences graves. Ces pénalités se situeraient entre 4,5 et 21 milliards de dollars, qui s'ajouteraient aux six milliards dépensés jusqu'ici pour colmater le puits et lutter contre la marée noire. Un fonds de vingt milliards devrait également être lancé prochainement pour financer ce nettoyage et indemniser particuliers et entreprises. Mais ces chiffres n'engagent que ceux qui y croient. Ce qui est certain en

revanche, c'est que ces dépenses sont déductibles des impôts de BP et lui feront économiser dix milliards aux États-Unis et en Grande-Bretagne.

Avec un PDG tout neuf, les affaires repartent. À en croire Robert Reich, secrétaire au Travail du président Clinton, les recettes de BP au deuxième trimestre 2010, 76 milliards de dollars, seraient excellentes et le titre redeviendrait pour Wall Street un excellent investissement. Le trust a obtenu une nouvelle autorisation de forage en Alaska, sous la banquise mais à partir d'une île artificielle, ce qui fait qu'il s'agira d'un forage « en terre ferme ». Quant aux forages offshore, le moratoire qui les frappe a été annulé par la justice américaine sous la pression du lobby pétrolier. BP envisagerait de procéder à un nouveau forage pour exploiter son gisement du golfe du Mexique, à moins qu'il ne le vende à un autre pétrolier.

Mais si BP semble en voie de se sortir d'affaire, il n'en est pas de même de ses innombrables victimes, aux États-Unis et dans les Caraïbes. La marée noire n'a pas disparu par miracle, comme

on veut nous en convaincre. 200 millions de litres de pétrole, au bas mot, polluent toujours la mer en profondeur et les côtes. Les courants brassent ce pétrole, que le Gulf Stream risque d'amenner sur les côtes atlantiques, des Canaries au Groenland. Des millions de litres de produits dispersants ont servi à attaquer la nappe de pétrole. L'Agence américaine des médicaments et de l'alimentation (FDA) déclare qu'ils ne sont pas dangereux pour la santé, mais selon certains scientifiques ils seraient hautement toxiques pour de nombreuses espèces marines, plus toxiques même que le pétrole brut. Quant à tous les pêcheurs, éleveurs d'huîtres ou de crustacés, dont la mer était le gagne-pain, ils auront bien du mal à reprendre leurs activités, même si l'on voit déjà se profiler une campagne sur le goût délicat des fruits de mer mazoutés.

Comme tous ses rivaux et collègues de tous pays, BP est prêt à détruire la nature et les hommes pourvu que rentrent les profits.

Vincent GELAS

• 65 ans après Hiroshima

L'impérialisme américain ne renie rien

Pour la première fois, un représentant du gouvernement américain a assisté aux cérémonies commémorant au Japon le bombardement d'Hiroshima par l'arme atomique. L'ambassadeur n'a cependant pas présenté les excuses de son gouvernement pour les atrocités commises le 6 août 1945 à Hiroshima puis, trois jours plus tard, à Nagasaki. Il a simplement déclaré être venu « rendre hommage à toutes les victimes de la Seconde Guerre mondiale », noyant ainsi cet acte de barbarie dans une responsabilité collective.

Le 6 août 1945, un bombardier américain larguait une première bombe atomique sur la ville d'Hiroshima, détruisant en quelques secondes cette cité industrielle et faisant plus de 120 000 morts. Le 9 août, Nagasaki était à son tour touchée par l'arme nucléaire; 70 000 personnes y laissèrent la vie. Dans les jours et les semaines qui suivirent, le nombre de victimes s'accrut d'une vingtaine de milliers. Quant aux survivants, irradiés sans savoir la nature de leurs blessures et dont beaucoup étaient atrocement brûlés, ils restèrent sans soins ni nourriture dans ces villes rayées de la carte. Le sol et les cours d'eau étant contaminés, eux et leurs enfants subirent les effets de l'arme nucléaire dans les décennies qui suivirent. Actuellement, 220 000 survivants sont recensés, sur les 540 000 personnes touchées par l'une ou l'autre de ces bombes.

Une légende entretenue

Unis conserveraient des bombes atomiques tant qu'il en existerait sur la planète! Et avec les autres dirigeants des pays occidentaux, qui tous se déclarent les champions de la démocratie, il menace l'Iran de représailles s'il parvient à fabriquer une arme nucléaire. Mais jusqu'à présent les États-Unis restent les seuls à avoir déclenché le feu nucléaire sur des populations désarmées, à Hiroshima et à Nagasaki.

Marianne LAMIRAL



Quelques jours après le bombardement, une mère et son fils quittent un poste de secours.

par les vainqueurs de la guerre dit encore aujourd'hui que l'usage de la bombe atomique aurait permis de mettre fin plus vite à la Seconde Guerre mondiale, sous-entendant que cela aurait ainsi épargné des vies humaines! Pourtant, des membres du haut état-major américain, tel le général Eisenhower qui allait ensuite devenir président, ont reconnu dans leurs Mémoires que, d'un point de vue militaire, « le recours à la bombe était inutile ». Le Japon était de toute façon sur le point de capituler.

Hâter la fin de la guerre n'était pas la préoccupation des dirigeants américains, directement impliqués dans la guerre contre le Japon, ni de leurs alliés. Ils craignaient avant tout que les peuples se révoltent, comme cela s'était produit à la fin de la Première Guerre mondiale, où la révolution victorieuse en Russie et des soulèvements en Europe avaient mis à mal l'ordre social établi par la bourgeoisie. La bombe atomique, tout comme les bombardements sur les grandes villes allemandes à la fin de la guerre, n'avait d'autre but que de terroriser les populations pour les empêcher de se dresser contre l'ordre impérialiste.

Soixante-quatre ans plus tard, au moment de son investiture, le président Obama avait proclamé que son but était d'atteindre « un monde sans armes nucléaires » ; et il avait promis que son administration ferait « quelques pas sur le long chemin conduisant à l'abandon de ces armes », tout en maintenant que les États-

Le gouvernement fait les poches aux HLM...

Le gouvernement a décidé de diminuer les « aides à la pierre », ces subventions accordées aux bailleurs de logements sociaux pour construire ou rénover des HLM. De 630 millions d'euros (dont 150 dans le cadre du plan de relance) en 2010, elles tomberont à 450 millions d'euros en 2011, 360 millions en 2012 et 280 millions en 2013.

Pour le président de l'Union sociale pour l'habitat (USH), l'organisme qui regroupe les bailleurs de logements sociaux,

ce serait encore pire puisqu'il donne le chiffre de 160 millions d'euros de subventions seulement en 2011.

Dans le même temps, sous prétexte de compenser ces baisses, le gouvernement fera payer dès 2011 aux bailleurs une nouvelle « contribution de péréquation » qui devrait rapporter 340 millions d'euros par an pendant trois ans. Le président de l'USH parle d'un « véritable hold-up » et dénonce le désengagement massif de l'État qui entend payer le moins possible

pour le logement social. Il annonce qu'avec ces centaines de millions en moins, dès 2011, 20 000 logements neufs ne seront pas mis en chantier, ce qui aggravera encore le manque de logements. Le rapport annuel de la Fondation Abbé-Pierre estime à un million le manque de logements et à dix millions le nombre de personnes mal logées, de l'absence de logis au

logement surpeuplé...

Entre donner des milliards aux banquiers, faire des cadeaux aux plus riches et investir massivement dans la construction de logements qui manquent dramatiquement, le gouvernement a choisi, et la première victime de ces choix, c'est la population laborieuse.

Cédric DUVAL

• Immobilier

Des actionnaires s'enrichissent sur le patrimoine public

Lors de la présentation des résultats du premier semestre, le PDG d'Icade a annoncé qu'il distribuerait un dividende exceptionnel de 206 millions d'euros aux actionnaires de la société, soit quatre euros par action, et il a ajouté que ce n'était qu'un début. Ce cadeau provient de la vente de plus de 24 000 logements, situés principalement en Ile-de-France, par Icade à des bailleurs sociaux.

Mais c'est bien à l'État que les actionnaires de la foncière d'Icade peuvent dire merci, car c'est lui qui leur permet de réaliser des dividendes aux dépens

des HLM gérées par les municipalités. En 2006, lorsque l'État a décidé de se débarrasser de son patrimoine immobilier social, Icade a alors recentré ses activités sur l'immobilier d'entreprise et amorcé l'abandon de son secteur de logements sociaux.

L'État a permis l'entrée en Bourse d'Icade. En trois ans, le titre d'Icade a été valorisé de 120 %, ce qui a permis à cette société d'évaluer l'ensemble de ses logements à 2,93 milliards d'euros, contre 1,42 milliard d'euros trois ans auparavant. Cette opération spéculative est

d'autant plus indécente que le parc immobilier n'a pas été entretenu, qu'Icade l'a laissé vieillir et se dégrader. Par exemple, dans la cité Floréal, gérée par Icade à Saint-Denis, les réseaux d'assainissement sont défectueux et les logements ont un besoin urgent de travaux.

Ce patrimoine a été vendu aux sociétés d'HLM à un prix prohibitif. De nombreux élus locaux dénoncent le fait

que les organismes HLM vont payer une deuxième fois des immeubles édifiés avec des fonds publics sur des terrains vendus par les municipalités de l'époque au franc symbolique.

Alors c'est aussi l'État qui, par l'intermédiaire de la Caisse des dépôts dont il reste l'actionnaire majoritaire, récupère une bonne partie de l'argent généré par cette opération. Mais outre que les autres actionnaires privés s'enrichissent grâce à

l'argent public, l'État, lui, ne s'engage nullement à utiliser le produit de cette opération pour construire les milliers de logements qui manquent dans le pays. Par contre, les sociétés HLM et les municipalités sont contraintes d'utiliser des fonds initialement destinés à la construction de logements neufs pour racheter un patrimoine immobilier vieilli qu'elles vont devoir rénover.

Aline URBAIN

• Travail du dimanche

Le beurre et l'argent du beurre... pour les patrons

Un an après la promulgation de la loi Mallié sur l'ouverture des commerces le dimanche dans des « périmètres d'usage de consommation exceptionnelle » (Puce), cette loi ne fait pas recette. Seulement quinze Puce auraient ouvert depuis un an en Ile-de-France, à Lille et à Marseille, presque tous dans des zones où les magasins ouvraient déjà, la loi ayant simplement légalisé les ouvertures illégales.

Si les préfets ont homologué des centaines de quartiers susceptibles de devenir des Puce, les magasins n'ont pas ouvert

pour autant. Les patrons ne veulent pas appliquer le doublement du salaire et la journée de récupération.

Ils veulent en fait les mêmes avantages que ceux appliqués dans les quarante et un quartiers et 560 communes classés comme zone touristique, culturelle et commerces de luxe (comme les Champs-Élysées) où le travail du dimanche est obligatoire, où il n'y a pas de doublement du salaire, pas de récupération... Une exploitation de luxe en quelque sorte!

Louis BASTILLE

• Assurance auto

Envolée des tarifs

Les primes d'assurance automobile devraient augmenter de 3 à 5 % l'an prochain. Ces hausses ne s'expliquent pas par un nombre d'accidents plus élevé puisqu'il y a eu 10 % de morts en moins au premier trimestre 2010. Mais les compagnies affirment avoir moins de rentrées

d'argent en assurances auto.

Faire payer plus cher l'assuré alors que les remboursements ont diminué, telle est la logique des grandes compagnies d'assurances. Où passe donc la différence? Il serait bon de mettre un peu le nez dans leurs comptes.

C. D.



• Tarifs opaques et publicité mensongère

La SNCF nous roule

En cette période de vacances, beaucoup de voyageurs essaient de ne pas se perdre dans la jungle des tarifs SNCF et d'obtenir des billets à des prix abordables. Car les billets de train coûtent toujours plus cher, puisque la SNCF vient d'annoncer une hausse supplémentaire de 2,3 % en moyenne au 1^{er} août.

Les promotions et autres réductions promises par les publicités sont donc recherchées par tous. Malheureusement, ceux qui arrivent à obtenir, par exemple, le billet en 1^{ère} classe à 30 euros pour un Paris-Marseille sont aussi nombreux que les gagnants du tiercé. Et beaucoup sont désormais persuadés que les billets de train relèvent de la loterie.

D'abord, il est très difficile de savoir quel est le tarif « normal », car la SNCF fait tout pour individualiser au maximum les tarifs. Des voyageurs d'un

même wagon peuvent payer du simple au double. Même sur le site de la SNCF, les « meilleurs tarifs » Paris-Marseille pour un adulte sur la période du 13 juillet au 12 août variaient de 39,90 euros à 82,40 euros, à condition de ne pas choisir son horaire.

Entre les tarifs « prem's », très alléchants mais ultra limités, les cartes escapades, les billets loisirs, les cartes seniors, fréquence ou 12-25, les trains IDTGV, etc., il faut avoir beaucoup de temps et de patience pour essayer de comprendre

les réductions auxquelles on a droit. D'autant plus qu'une heure après, les prix affichés ne sont plus les mêmes.

La SNCF pratique ainsi pour optimiser le remplissage des trains, prétend-elle. Ou plutôt pour faire payer plus cher les trains les plus demandés, ceux qui ont les horaires les plus commodes.

Comme chaque année, la SNCF n'est pas avare de ses publicités : « Voyager à petit prix », « voyager malin », « 50 % de réduction sur vos billets vacances », « Tous vos billets prem's à 25 euros »... Pour la grande majorité des voyageurs, c'est de la pub mensongère.

Bertrand GORDES

• Hausse des tarifs de l'électricité

Pour les bénéficiaires des fournisseurs d'énergie

« 3 % en moyenne pour les familles », tel est le projet d'augmentation pour le 15 août des tarifs de l'électricité. Une moyenne deux fois supérieure au rythme de l'inflation et qui cache tout un micmac de mouvements, généralement à la hausse.

500 000 foyers, titulaires d'un contrat Effacement jour de pointe, qui permet de payer un peu moins cher l'électricité les jours de faible consommation nationale, en contrepartie d'un tarif nettement plus élevé durant 22 jours de pics annuels, sont par exemple menacés de subir 9 % de hausse. Le gouvernement dément, mais la hausse a bien été envisagée.

À l'intention des usagers,

le ministère de l'Énergie emballe la hausse dans des considérations éco-responsables et ajoute qu'EDF a lancé de lourds investissements (8 milliards en 2010), notamment pour le renouvellement de son parc de centrales nucléaires.

En réalité, comme l'a montré le bond des actions EDF à l'annonce de ces prévisions de hausses, le gouvernement sert avant tout les intérêts des

grands fournisseurs d'énergie.

Bien que ce marché soit ouvert à la concurrence depuis plusieurs années, EDF, ancienne entreprise publique, reste hégémonique en France. Une nouvelle loi, dite de normalisation du marché de l'électricité, va obliger EDF à vendre à prix coûtant 25 % de sa production d'énergie nucléaire à ses concurrents. Le but officiel est d'accroître la concurrence mais tout en permettant à ces concurrents de faire un bénéfice. L'objectif réel est de faire plus de place aux capitaux privés, en manque de secteurs

d'investissement. Cela va se traduire par des hausses du prix de l'électricité, + 25 % d'ici à 2015, selon les propres projections de la Commission de régulation de l'énergie.

La hausse du 15 août n'est donc qu'un début, mais un bon début pour des fournisseurs d'énergie pleins d'ambition et engagés dans de grandes manœuvres à l'échelle internationale.

EDF devrait voir son bénéfice brut d'exploitation grandir de 950 millions d'euros sur douze mois. Une bonne nouvelle pour l'entreprise qui

connaît des déboires avec son dernier réacteur nucléaire, l'EPR, mais qui est soutenue par le gouvernement dans son projet de prise de contrôle d'Areva et de constitution d'un géant de la filière nucléaire.

Quant à GDF Suez, l'autre géant du secteur, il vient de prendre le contrôle du producteur britannique d'énergie International Poweo, une opération à plusieurs dizaines de milliards d'euros. Et c'est pour ces gens-là qu'il faudrait accepter ces hausses des tarifs de l'électricité!

Pierre LEMAIRE

• Profits en hausse et stagnation de l'économie

Le parasitisme des financiers et des actionnaires

La plupart des sociétés du CAC 40 viennent d'annoncer une hausse spectaculaire de leurs profits pour le premier semestre 2010. En moyenne, ceux-ci font plus que doubler par rapport au premier semestre 2009 et, plus significatif encore, plusieurs sociétés retrouvent des bénéfices supérieurs au premier semestre 2008, c'est-à-dire avant l'éclatement de la crise financière de l'automne 2008.

Plusieurs commentateurs ont bien entendu applaudi ces résultats, prétendant comme *Le Figaro* que « ce début d'année marque une sortie de crise, peut-être même plus rapide que prévu », confondant ainsi la santé de l'économie et celle des profits.

Dans le peloton de tête figurent évidemment les principaux groupes bancaires. BNP Paribas annonce plus de deux milliards de profits entre avril et juin et la Société Générale plus d'un milliard pour ce même trimestre. Ces profits bancaires n'ont rien de mystérieux : pour une large part, ils proviennent des États et des banques centrales. Entre septembre et décembre 2008, la FED (la banque fédérale américaine) et la BCE (Banque centrale européenne) avaient créé et prêté à la vingtaine de grandes banques et groupes financiers l'équivalent de 2000 milliards d'euros pour des durées de trois à six mois, à un taux de l'ordre de 1 %. Ces prêts ont été renouvelés au même taux jusqu'à aujourd'hui et la BCE vient d'ailleurs d'annoncer que ce

taux resterait inchangé dans la prochaine période. De l'autre main, ces mêmes banques prêtaient aux particuliers, aux entreprises (très peu) et surtout aux États à des taux largement supérieurs.

Ces profits sont donc le résultat du parasitisme pur et simple et ne sont nullement l'indicateur d'une reprise de l'activité productive : les banques financent moins que jamais la production et les entreprises, dont le nombre dans le secteur privé a d'ailleurs reculé pour la première fois depuis 1976.

Les banques ne sont pas les seules à voir leurs profits remonter sur fond de récession. Les grands groupes industriels et commerciaux font de même, comme Total, PSA, Renault, Saint-Gobain.

Là non plus il ne s'agit pas d'une relance de l'activité. Total encaisse par exemple mécaniquement la hausse du prix du baril du pétrole répercutée sur les consommateurs. Et toutes les entreprises, sans augmenter sensiblement leur activité et quelquefois en la diminuant, ont, comme le

disent leurs dirigeants, réduit bien plus drastiquement « leurs coûts », sur le dos de leurs salariés. Elles ont en fait aggravé considérablement l'exploitation des travailleurs. Elles ont fermé des usines, des ateliers, licencié des centaines de milliers de travailleurs et obtenu une intensification exceptionnelle du travail. Conjugué avec la baisse des salaires réels, cela explique la remontée des profits malgré la stagnation de l'économie.

Ces profits ne vont en aucun cas dans l'investissement productif qui atteint un niveau très bas, et pour cause : produire quoi et pour qui ? Ce ne sont pas les chômeurs ou

les travailleurs menacés dans leur emploi et leur salaire qui vont subitement consommer les produits en excédent sur le marché. Alors où vont les profits ? Les conseils d'administration ont augmenté sensiblement la part versée aux actionnaires qui, eux, ne font marcher qu'une seule industrie : celle du luxe.

Celle-ci se porte d'ailleurs admirablement bien : Hermès a vu ses ventes augmenter de 22 %. PPR, avec ses marques Gucci, Yves Saint Laurent, double son bénéfice net pour le bonheur de son propriétaire François Pinault. Le même Pinault possède Christie's, une des deux maisons qui règnent

sur le marché de l'art et qui a vu ses ventes augmenter de 46 %, pour atteindre près de deux milliards d'euros.

Toute cette classe bourgeoise déborde de fric qu'elle est totalement incapable d'investir ou même de consommer. Elle vit de façon rentière sur le dos du restant de la collectivité, par l'exploitation directe des travailleurs et indirectement par le pillage des caisses de l'État.

Non, la remontée des profits n'est nullement le signe d'une sortie de crise, elle est uniquement l'expression du parasitisme croissant de la classe bourgeoise.

Christian BERNAC

• Fortune des plus riches

Grâce à une exploitation qui continue...

Bill Gates, propriétaire de Microsoft, possède 40,1 milliards d'euros et Warren Buffett, financier à la tête de la holding Hathaway, dispose de 35,6 milliards d'euros. Tous deux ont lancé un appel aux quatre cents Américains les plus riches. Ils leur demandent de signer « une promesse de don » sur au moins 50 % de leur fortune personnelle à une organisation caritative de leur choix, qu'ils verseront de leur vivant ou après leur mort.

Des milliardaires comme le

maire de New York, propriétaire de la chaîne de télévision CNN, le baron Hilton des hôtels du même nom, le financier George Soros, qualifié de mégaspéculateur, mais aussi George Lucas, réalisateur de *Star Wars*, se sont engagés, et si tous les 400 faisaient de même, le montant des promesses pourrait atteindre 600 milliards de dollars, l'équivalent d'un quart du produit intérieur brut de la France.

Le fondateur du site en ligne *ebay* et sa femme le disent

nettement : « Nous possédons plus d'argent que notre famille n'en aura jamais besoin. » C'est là reconnaître le zèle parasitaire de tous ces gens dont la fortune n'est pas tombée du ciel mais est issue de l'exploitation d'une partie grandissante de l'humanité.

D'ailleurs certains s'interrogent sur leur part de générosité. Car d'une main ils donnent pour montrer leur humanisme et, de l'autre, ils reprennent plus encore.

Claire DESPLANTES

• Total Petrochemicals – Carling (Moselle)

Une explosion mortelle que les travailleurs n'oublent pas

Le 15 juillet 2009, Maximilien et Jérôme, deux jeunes ouvriers étaient tués lors d'une explosion survenue à la plate-forme chimique de l'usine Total Carling en Moselle. Six autres travailleurs avaient été blessés lors de l'explosion du surchauffeur du vapocraqueur. En décembre dernier, le rapport interne du CHSCT avait mis en cause l'inactivation d'une sécurité de détection de flamme, impliquant directement la responsabilité de la direction. L'enquête de police, elle, est toujours en cours.

Le 15 juillet 2010, un hommage était rendu aux victimes dans l'entreprise, avec l'apposition d'une plaque sur les lieux de l'accident. Mais, alors que

leurs collègues souhaitaient majoritairement inscrire sur cette plaque les prénoms des victimes ainsi que la mention « tués au travail », la direction

a refusé tout net, ne faisant figurer que la date de l'accident. Cela a, à juste titre, choqué les travailleurs.

La CGT a dénoncé à cette occasion la poursuite des suppressions d'emploi sur le site de Carling et l'utilisation à tout va de la sous-traitance. Dans un communiqué, elle soulignait : « Rien que pour Carling, ce sont près de 400 postes qui vont être supprimés d'ici 2012, dont une grande partie est déjà effective. Tous les

services ont été désorganisés et nous sommes aujourd'hui confrontés à des organisations qui ne permettent plus de fonctionner dans des conditions de sécurité optimales. » D'ailleurs, trois salariés ont de nouveau été blessés il y a quelques mois lors d'une explosion sur un four.

La plate-forme chimique de Carling – à l'origine construite par les fonds publics de l'entreprise nationalisée Charbonnages de France – a ensuite

atterri dans l'escarcelle d'Elf, Atofina puis Total, avant d'être découpée en plusieurs usines séparées dont les plus importantes sont Total Petrochemicals et Arkema.

Ces bénéficiaires, Total comme Arkema les tirent de l'exploitation des travailleurs, ceux des groupes comme ceux de la sous-traitance. Une exploitation dont les conséquences sont parfois mortelles.

Etienne HOURDIN

• Centrale nucléaire de Cattenom (Moselle)

Après vingt ans de sous-traitance... la porte !

Les 114 travailleurs de Polinorsud, filiale d'Areva, qui travaillent à la centrale nucléaire de Cattenom en Moselle, ont appris début juillet qu'EDF avait choisi deux autres sociétés pour effectuer leur travail à compter du 1^{er} janvier 2011.

Après vingt ans sur le site pour certains, c'est la porte, annoncée, comme le sont souvent les mauvais coups, à la veille des congés. Polinorsud a perdu en même temps le marché de la centrale de Fessenheim.

À Cattenom, les travailleurs

se sont mobilisés avec leurs syndicats à plusieurs reprises courant juillet pour dénoncer ce mauvais coup d'EDF. Ils ont débrayé et se sont rassemblés jusqu'à 80 à la porte de la centrale pour crier leur colère contre les choix d'EDF, rencontrant le soutien des travailleurs de la centrale.

Si, comme le prétend la direction EDF, les travailleurs de Polinorsud donnaient toute satisfaction, pourquoi donner le contrat à d'autres sociétés ? Et d'ailleurs, quels sont les liens entre EDF et les entreprises sous-traitantes, quels actionnaires et quels intérêts sont

derrière ces brusques changements ? Quelles sont les clauses des contrats entre EDF et les sociétés sous-traitantes ? En ce domaine comme en d'autres, c'est l'opacité la plus totale qui règne.

Si certains des travailleurs de Polinorsud seront sans doute repris par l'une des deux sociétés qui ont obtenu le marché sans avoir le personnel pour l'effectuer, ils ne veulent pas être perdants sur leurs salaires, leurs primes ou leurs conditions de travail. Et puis beaucoup risquent de se retrouver sans travail ou obligés de partir à l'autre bout du pays pour en

retrouver.

Ils se sont adressés à la direction de la centrale pour qu'elle revienne sur cette décision, mais en vain, ces appels d'offres ne dépendant pas des directions locales. Cela illustre en tout cas l'attitude d'EDF qui a mis en place l'an dernier avec beaucoup de cinéma un projet de nouvelles relations avec les prestataires appelé Mopia (pour : mettre en œuvre une politique industrielle attractive !). Attractive sans doute pour les actionnaires des uns et des autres, pas pour les travailleurs des prestataires.

Ils sont 22 000 travailleurs

E. H.

• La Poste Paris-Louvre

La mobilisation fait reculer la direction

À la poste de Paris-Louvre, la direction a voulu se débarasser d'un travailleur, ce qui n'est pas passé sans réactions.

Un facteur travaillant depuis trente ans à La Poste, dont dix-sept à Paris-Louvre, était parti en disponibilité pendant six mois pour concrétiser un projet familial. Sa disponibilité se terminant le 24 juillet, il apprenait quelques jours avant, par un simple coup de fil de la Direction des ressources humaines, qu'il ne serait pas réintégré dans le centre. D'autre part, la direction lui indiquait qu'il était sans affectation et sans salaire, en attendant une nouvelle proposition. Le directeur de centre lui avait pourtant promis sa réintégration, et son nom était même inscrit sur les

plannings de l'été.

Devant cette situation, ses collègues des autres premiers arrondissements de Paris se sont mobilisés. Des assemblées générales regroupant jusqu'à cent personnes se sont tenues, des délégations se sont rendues à la direction du centre pour réclamer sa réintégration, un débrayage a été organisé le 29 juillet et une pétition a massivement été signée.

Les mobilisations ont fait évoluer la situation et finalement le postier a retrouvé un poste fixe dans le centre de Paris 17.

La Poste veut diminuer au maximum le nombre de postiers sur Paris. Elle tente de le faire par des mutations ou des départs volontaires vers la

banlieue ou la province. C'est ce qu'elle appelle « la fluidité des effectifs ».

Par ailleurs, le nombre de procédures disciplinaires, de licenciements, de procédures dites « de rupture conventionnelle de contrat » se multiplient. La Poste n'embauche pas et, pour distribuer le courrier, elle compte sur les postiers à qui elle veut imposer de se partager le travail. En déplaçant des facteurs d'un centre à l'autre, elle bouche les trous sur les tournées vacantes.

Cette situation devient de plus en plus intolérable et n'a comme limites que celles imposées par les mobilisations des postiers.

Correspondant LO

• Europe Aviation

Orly – Roissy – Châteauroux

Non aux licenciements !

« Retrouver une rentabilité le plus vite possible » : c'est avec cet argument que la direction d'Europe Aviation a présenté son « plan de continuation de l'entreprise », suite à un redressement judiciaire en cours. Ce plan se traduirait par plus d'une centaine de licenciements sur 305 travailleurs.

Europe Aviation est une société de maintenance aéronautique qui assure l'entretien des avions d'Aigle Azur et de Transavia.com, filiale low-cost d'Air France, sur les bases d'Orly, de Roissy et de Châteauroux.

Cette société fait partie du groupe Vallière, qui possède des entreprises dans l'aéronautique, notamment au Maroc et en Côte d'Ivoire, ainsi que dans l'immobilier.

Entre le Comité d'entreprise du 30 juillet et celui du 5 août, le nombre de licenciements projetés est passé de 119 à 110, le patron ayant le culot d'ajouter que, comme il n'y a pas de section syndicale dans l'entreprise, il ne pouvait pas signer un accord un peu plus favorable que celui que prévoit la convention collective.

Comme si le groupe Vallière manquait de moyens ! Et surtout, comme si une compagnie telle Air France, qui profite de tels sous-traitants pour faire effectuer certains travaux à moindre coût que dans ses propres ateliers, n'avait pas les moyens de garantir l'emploi à tous ceux qui, de fait, travaillent pour elle !

Correspondant LO

• Travail saisonnier

Cadeaux pour les patrons, précarité pour les salariés

Durant la période estivale, les travailleurs saisonniers sont nécessaires dans les secteurs de la restauration, des loisirs, de l'animation ou de l'agriculture. Bien souvent, les saisonniers sont des jeunes de moins de 30 ans que les patrons considèrent comme une main-d'œuvre taillable et corvéable à merci. Mais à cause du chômage, nombre de travailleurs âgés de

plus de 50 ans cherchent aussi à se faire embaucher.

Quand ils ont trouvé du travail, l'un des problèmes des travailleurs saisonniers est le logement, car il n'est pas facile d'en trouver à un prix abordable dans une station balnéaire ou de montagne. Nombre de saisonniers dorment sous une tente dans un camping.

D'autres s'entassent à plusieurs dans un studio.

Bien qu'ayant obtenu une baisse de la TVA, les restaurateurs l'ont rarement repercutée sur les salaires de leurs employés, profitant même de leur précarité ou de la méconnaissance de leurs droits pour ne pas les déclarer ni leur payer les jours de congés. Et, cerise

sur le gâteau, en fin de contrat, ces mêmes patrons « oublient » bien souvent de payer les heures supplémentaires.

Dans l'agriculture, les travailleurs qui cueillent les fruits et les légumes, notamment dans la vallée du Rhône, ne sont pas mieux lotis. Pourtant, là aussi, le gouvernement avait fait un beau cadeau aux agriculteurs.

En février dernier, il les avait exonérés des cotisations patronales pour leurs travailleurs saisonniers. Au total, ce sont 168 millions d'euros que l'État versera à la Mutualité sociale agricole, laquelle cotisera à la place des employeurs. Mais cela n'a absolument pas profité aux salariés agricoles saisonniers.

René CYRILLE

• Nos lecteurs écrivent

Vignes de Bourgogne : vin réputé, conditions de travail indignes

Le vin de Bourgogne est réputé. Les conditions de travail des ouvriers viticoles de la région de Beaune sont moins connues. Voilà le témoignage de l'un d'entre eux.

« J'ai commencé à travailler dans la vigne il y a une quinzaine d'années, après des pertes d'emplois dans l'industrie. Plus tard, j'ai passé ce que l'on appelle les "qualifications" », qui sont censées permettre d'être payé un peu plus pour les tâches les plus techniques. De toute façon, les payes ne sont jamais très loin du smic.

Le respect de certaines règles de culture conditionne le droit aux appellations d'origine contrôlée (AOC), très importantes pour la commercialisation du vin. Les contrôles ne sont pas très sévères et pas mal

de chefs d'exploitation font faire un peu n'importe quoi pour aller plus vite.

C'est un travail dur et bien des patrons du secteur s'illustrent par leur avidité, quitte à être carrément malhonnêtes avec les ouvriers.

En ce qui concerne les outils, la plupart des patrons demandent à ce qu'on ait les nôtres : c'est déjà ça que l'on peut enlever de la paye, parce que évidemment, il n'y a pas de prime prévue. Ainsi, un viticulteur qui habite un château, et qui a des vignes sur plusieurs dizaines d'hectares en pleine Bourgogne, a un jour refusé de me prêter un coupe-souche, en disant que je n'avais qu'à avoir le mien.

Il y a trois grandes catégories de travailleurs de la vigne : les ouvriers qui ont un contrat, les tâcherons (payés à la tâche)

et les saisonniers. On ne décide pas si on est embauché à la tâche ou comme ouvrier, ça dépend du patron. Depuis plusieurs années, toutes les catégories sont de plus en plus embauchées aux conditions des saisonniers, les plus basses, ainsi c'est du travail à la tâche, sauf... que c'est toute l'année!

Comme si ça ne suffisait pas, les tâcherons doivent souvent courir après le patron pour se faire payer les heures effectivement faites. Ils reçoivent en fin de chaque journée un bon qui atteste des heures travaillées mais, lorsque le décompte arrive en fin de mois, il peut manquer des heures. En ce moment, un patron me doit 50 heures ainsi « déduites » de ma paye, alors que j'ai tous les bons ! Ils savent que, dans neuf cas sur dix, on va laisser tomber parce que c'est trop compliqué et qu'en plus le nom de l'ouvrier

qui se défend est vite connu à travers tout le vignoble... Ensuite, pour se faire embaucher, il faut parfois changer de région.

Une autre ficelle des patrons consiste à confier au tâcheron une surface à travailler (pour la taille ou le tirage des sarments) avec un salaire prédéfini. Plus d'une fois, j'ai eu l'impression que la surface était sous-évaluée : je suis donc allé vérifier au cadastre. Et parfois, je découvrais que les 80 ares qu'on m'avait confiés étaient en réalité 120, 130 ou plus encore !

D'autres fois, ce sont les heures de week-end qu'on a refusé de me payer, alors qu'on m'avait expressément demandé de venir pour finir un travail qui ne pouvait attendre. On m'a alors dit : « Mais il n'y a personne le week-end, comment veux-tu qu'on sache si tu

étais vraiment là ? » Evidemment, l'exploitant savait que ce n'étaient pas les petites souris qui avaient taillé la vigne.

Ça, ce sont les arnaques de bas étage envers une population ouvrière émietée, dispersée, sans réelle organisation pour se défendre elle-même. Ensuite, il y a encore les aspects carrément honteux, comme ces patrons qui font payer aux saisonniers d'Europe orientale la location du carré boueux sur lequel ils garent le camion déglingué dans lequel ils dorment et préparent leurs repas...

Ce qu'on peut dire, c'est que les travailleurs de la vigne ont, comme beaucoup d'ouvriers, des raisons largement suffisantes pour laisser un jour éclater leur colère contre l'exploitation et l'humiliation quotidienne !

Un ouvrier viticole

• Toyota – Valenciennes

Les pertes officielles et la réalité des profits

Depuis le début de la crise, la direction de Toyota-Onnaing (près de Valenciennes) souffle un vent d'inquiétude et annonce des pertes qui vont en augmentant : 44 millions d'euros pour l'exercice d'avril 2008 à mars 2009, 63 millions pour 2009-2010 et elle prévoit une perte de 145 millions pour 2010-2011 !

Ces déficits ont servi de justification au renvoi de tous les intérimaires, à la suppression de l'équipe de nuit, au maintien de cadences élevées ainsi

qu'à la forte baisse des primes. Pourtant, le groupe Toyota a dégagé 1,3 milliard d'euros de bénéfice lors de l'exercice 2009-2010. Par quel miracle, si les usines de production sont déficitaires, comme soi-disant celle de Toyota-Onnaing ? En réalité, comme la plupart des grands groupes, Toyota joue sur les prix entre ses filiales, fixés de façon parfois administrative.

C'est ainsi que Toyota-Onnaing est une entreprise indépendante, mais filiale à 100 % du groupe mondial Toyota. Elle

vend sa production à l'entreprise indépendante Toyota Europe située en Belgique. Ce sont bien sûr les dirigeants de Toyota mondial qui décident des prix de vente des Yaris produites à Onnaing, achetées par la filiale belge...

D'après les chiffres officiels fournis par Toyota-Onnaing, les Yaris ont été vendues en moyenne à 8 788 euros pièce. Chez les concessionnaires, leur prix varie entre 12 190 euros et 15 300 euros selon le modèle, c'est-à-dire 5 000 euros en

moyenne plus cher que le coût de production !

Qui peut croire que les coûts de distribution des voitures peuvent atteindre de tels montants, surtout que la plupart du temps la production est en flux tendu et que les voitures produites sont rapidement vendues. En réalité, une grande part de ces 5 000 euros par véhicule produit contribue aux bénéfices de Toyota mondial. Il aurait suffi que Toyota vende les Yaris sorties d'Onnaing 290 euros plus cher à Toyota

Europe pour que l'usine d'Onnaing ne soit plus en déficit.

Mais voilà, Toyota préfère faire des bénéfices en Belgique, où le système fiscal est tel que les impôts se montent à moins de 2 % de ceux-ci, la Belgique étant un véritable paradis fiscal pour les multinationales. Et puis les pertes artificiellement créées à Onnaing sont si utiles pour justifier l'exploitation forcée imposée au personnel !

Claude THIÉRAM

Les militants de Lutte Ouvrière à votre rencontre

Depuis plus de six semaines, les militants de Lutte Ouvrière sont chaque jour dans les centres de nombreuses villes, pour parler avec la population et donner notre point de vue de communistes révolutionnaires sur l'actualité politique et sociale.

Il est très difficile, impossible même, de relater les nombreuses discussions que nos camarades ont pu avoir. Certaines font le constat des difficultés que rencontrent les travailleurs, chômeurs et jeunes de ce pays. D'autres traduisent l'écœurement et le découragement. D'autres encore apprécient qu'il se trouve des militants du monde du travail qui ne baissent pas les bras. C'est le cas avec des militants syndicaux ou des militants du Parti Communiste, même si nous ne sommes pas toujours d'accord. C'est parfois le cas aussi avec

des adhérents du Parti Socialiste, pas toujours contents de la frilosité politique de leurs dirigeants.

C'est souvent l'actualité qui provoque les discussions. Nos camarades ont pu rapporter ces derniers jours des réactions indignées sur la démagogie sécuritaire de Sarkozy. Le feuilleton de l'été, l'affaire Bettencourt-Woerth, soit provoque le rejet, soit permet de bien souligner la collusion entre les gouvernants et les riches du pays. Enfin, à propos des retraites, la préparation de la journée de grèves et de manifestations du 7 septembre suscite, et c'est une bonne chose, un réel intérêt.

Et parfois la discussion s'engage sur la nécessaire riposte du monde du travail, sur le fonctionnement aberrant du capitalisme, sur la perspective d'une autre société, sur le communisme.



Ardennes – Aisne

Jedi 12 août : Laon (Aisne)

Vendredi 13 août : Saint-Quentin (Aisne)

Samedi 14 août : Soissons (Aisne)

Loire – Drôme

Jedi 12 août : Montélimar (Drôme)

Vendredi 13 août : Romans-sur-Isère (Drôme)

Samedi 14 août : Valence (Drôme)

Lot-et-Garonne Dordogne Corrèze

Lundi 16 août : Agen (Lot-et-Garonne)

Mardi 17 août : Marmande et Tonneins (Lot-et-Garonne)

Mercredi 18 août : Libourne (Gironde)

Jedi 19 août : Bergerac (Dordogne)

Vendredi 20 août : Périgueux (Dordogne)

Samedi 21 août : Brive (Corrèze)

Poitou Charentes

Lundi 16 août : Cognac (Charente)

Mardi 17 août : Rochefort (Charente-Maritime)

Mercredi 18 août : Saintes (Charente-Maritime)

Jedi 19 août : Poitiers (Vienne)

Vendredi 20 août : Châtellerauld (Vienne)

Samedi 21 août : Blois (Loir-et-Cher)

Tarn – Languedoc

Lundi 16 août : Albi (Tarn)

Mardi 17 août : Castres (Tarn)

Mercredi 18 août : Montauban (Tarn-et-Garonne)

Jedi 19 août : Narbonne (Aude)

Vendredi 20 août : Béziers (Aude)

Samedi 21 août : Carcassonne (Aude)

Lorraine

Lundi 16 août : Thionville (Moselle)

Mardi 17 août : Sarreguemines (Moselle)

Mercredi 18 août : Nancy (Meurthe-et-Moselle)

Jedi 19 août : Metz (Moselle)

Vendredi 20 août : Saint-Avold et Forbach (Moselle)

Samedi 21 août : Longwy (Meurthe-et-Moselle)

Nord Pas-de-Calais Somme

Lundi 16 août : Dunkerque (Nord)

Mardi 17 août : Boulogne (Pas-de-Calais)

Mercredi 18 août : Saint-Omer (Pas-de-Calais)

Jedi 19 août : Arras (Pas-de-Calais)

Vendredi 20 août : Amiens (Somme)

Samedi 21 août : Cambrai (Nord)

Orne – Eure

Lundi 23 août : Alençon (Orne)

Mardi 24 août : Argentan (Orne)

Mercredi 25 août : Flers (Orne)

Jedi 26 août : Dreux (Eure-et-Loir)

Vendredi 27 août : Évreux (Eure)

Samedi 28 août : Mantes-la-Jolie (Yvelines)

Savoie – Ain

Lundi 23 août : Chambéry (Savoie)

Mardi 24 août : Annecy (Haute-Savoie)

Mercredi 25 août : Albertville (Savoie)

Jedi 26 août : Oyonnax (Ain)

Vendredi 27 août : Villefranche-sur-Saône (Rhône)

Samedi 28 août : Bourg-en-Bresse (Ain)

Bretagne

Lundi 23 août : Brest (Finistère)

Mardi 24 août : Quimper

(Finistère)

Mercredi 25 août : Concarneau (Finistère)

Jedi 26 août : Vannes (Morbihan)

Vendredi 27 août : Lanester (Morbihan)

Samedi 28 août : Lorient (Morbihan)

Côte Basque Béarn Landes

Lundi 23 août : Anglet et Biarritz (Pyrénées-Atlantiques)

Mardi 24 août : Dax (Landes)

Mercredi 25 août : Bayonne (Pyrénées-Atlantiques)

Jedi 26 août : Tarbes (Hautes-Pyrénées)

Vendredi 27 août : Pau (Pyrénées-Atlantiques)

Samedi 28 août : Mont-de-Marsan (Landes)

Charentes Pays-de-Loire

Lundi 23 août : La Rochelle (Charente-Maritime)

Mardi 24 août : Niort (Deux-Sèvres)

Mercredi 25 août : La Roche-sur-Yon (Vendée)

Jedi 26 août : Rezé (Loire-Atlantique)

Vendredi 27 août : Saint-Herblin (Loire-Atlantique)

Samedi 28 août : Nantes (Loire-Atlantique)

Sur le site Internet de Lutte Ouvrière Abonnez-vous à la lettre d'information

Sur la page nationale et sur les pages régionales de notre site, vous pouvez désormais vous inscrire à notre liste de diffusion, qui vous permettra d'être informé gratuitement chaque semaine de l'actualité de Lutte Ouvrière : éditorial, brèves, passages de nos camarades dans votre région, réunions publiques à venir, manifestations...

Si vous vous abonnez, la lettre de diffusion (nationale ou régionale) vous sera envoyée par mail chaque semaine.

www.lutte-ouvriere.org